

COVID-19, INCENDIES ET CONDITIONS DE VIE ÉPOUVANTABLES : REPONSE DE SAMOS VOLUNTEERS AU NOUVEAU PACTE EUROPEEN SUR LA MIGRATION.

Le 15 septembre, les premiers cas de COVID-19 ont été annoncés dans le Centre d'Accueil et d'Identification (RIC) de Vathy à Samos. (S) L'anxiété causée par cette nouvelle et le confinement de l'ensemble du camp qui s'en est suivi ont aggravé les tensions existantes, la frustration et le désespoir. La tension s'est intensifiée le soir même, lorsqu'un premier incendie s'est déclaré. Le 20 septembre, un autre incendie a endommagé trois conteneurs dans la section qui accueille les mineurs non accompagnés. (S, S)

Deux semaines plus tard, le nombre total de cas confirmés dans le RIC est d'au moins 76 et le confinement est prolongé jusqu'au 12 octobre. (S) Bien que les incendies aient laissé le RIC de Vathy pratiquement intacte et qu'aucune violence n'ait été signalée depuis, la tension est palpable et la situation alarmante. Les autorités grecques rencontrent des difficultés à contrôler la propagation du virus dans le camp.

Les mesures de protection telles que le lavage fréquent des mains et la distanciation sociale sont pratiquement impossibles à mettre en place dans ce camp très surpeuplé – construit pour 648 personnes mais en abritant plus de 4 500 - où l'accès à des installations sanitaires adéquates est limité. Les experts ont à plusieurs reprises tiré la sonnette d'alarme sur les conditions déplorables dans le camp (déjà un problème de santé publique avant la pandémie), craignant que le coronavirus se répande de manière incontrôlée dans les camps des îles de la mer Égée. (S, S) En mars, divers acteurs, dont Médecins Sans Frontières, ont ainsi demandé l'évacuation des camps. (S).

Les conseils des experts sont restés lettre morte. À l'exception de l'augmentation des transferts - dans une tentative de décongestion du camp (la population est passée de près de 8 000 à 4 500 habitants) - peu de mesures ont été prises pour améliorer et préparer l'infrastructure sanitaire du RIC en vue d'une éventuelle épidémie.

Six mois plus tard, seuls 40 places de quarantaine pour les patients confirmés COVID-19 existent. Le nombre de cas augmente chaque jour et il n'y a toujours pas de plan d'intervention médicale clair en place. Surtout, les résidents du camp sont très vulnérables. Les conditions de vie épouvantables, la situation sanitaires déplorables et les expériences traumatisantes passées affectent directement la santé physique et mentale des demandeurs d'asile. (S)

Au lendemain des incendies de Moria à Lesbos, la Commission européenne a finalisé le 23 septembre le Nouveau pacte pour l'immigration. Malgré les garanties de la commissaire Ylva Johansson selon lesquelles il n'y aurait "plus de Morias", le nouveau pacte semble perpétuer les erreurs de l'accord UE-Turquie : dissuasion aux frontières, procédures aux frontières rapides, renvois en Turquie, enfermement des demandeurs d'asile dans les hotspots et décharge de responsabilité de la demande d'asile dans les pays frontaliers. " [Il est] peu probable que cela fonctionne", déclare Judith Sutherland de Human Rights Watch Europe, "mais il est très probable que cela produise davantage de souffrance". (S)

De plus, les demandeurs d'asile en verront les effets au plus tôt en 2023. Cela signifie que les politiques qui ont conduit à ces conditions restent en place pour les trois prochaines années. La situation pourrait même se détériorer avec le transfert des migrants dans des camps fermés, l'augmentation du nombre de cas de COVID-19 et la prolongation du confinement des camps.

À Vathy, les mêmes facteurs que ceux qui ont conduit à la catastrophe de Moria sont observables : des années de conditions de vie inhumaines, l'interaction entre la frustration déjà existante et la peur du COVID-19, l'insuffisant accès aux soins médicaux et le manque de communication de la part des autorités. La pression monte car la plupart des ONG qui fournissent normalement un soutien psychosocial, un relatif accès à l'éducation, de la nourriture, des abris de fortune, des services médicaux, de l'aide juridique, des services d'hygiène, diverses activités et des vêtements sont fermées. Les mesures doivent être prises maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

Nous appelons donc les autorités grecques et européennes à respecter les lignes directrices énoncées dans la directive de la Commission européenne sur les conditions d'accueil de 2013 et à améliorer les conditions de vie dans les centres d'accueil à travers la Grèce et l'Europe. Nous soutenons la demande d'évacuation des camps des îles de la mer Égée vers des logements sûrs sur le continent ou dans d'autres pays de l'UE dès maintenant.